qui ressort bien du point de vue auquel j'étudie le sujet, et qui, ensuite, y ramène facilement le lecteur. Cette division a encore un autre avantage, celui de simplifier et surtout d'abrégé ce travail; comme chaque classe, en effet, contient des communautés semblables entre elles, quant aux caractères demandés par la loi, on peut étudier conjointement toutes les communautés que contient une classe. On s'assure ainsi immédiatement si elles remplissent les autres conditions voulues par le Code, sans être obligé de faire l'examen individuel de chaque couvent, et on arrive d'une manière également sûre à définir les religieux qui perdent la vie civile en Canada. Examinons donc, l'une après l'autre, les cinq catégories ou classes de communautés que j'ai énumérées plus haut.

LVI. Les congrégations ou communautés séculières établies depuis la conquête, ne remplissent pas évidemment les exigences de l'article 34. Puisqu'elles sont des congrégations séculières, elles ne sont pas des ordres religieux; elle ne font pas de vœux solennels, ni de vœux perpétuels. Du reste, ces communautés fondées depuis la cession du Canada à l'Angleterre, n'ont pu participer à la reconnaissance que contient l'article 32 de la capitulation de Montréal. Il est donc évident que ces couvents ne réunissent pas les caractères exigés par l'article 34 du Code Civil pour que leurs membres soient privés de la vie civile, et le lecteur peut immédiatement mettre de côté toutes les communautés qui se rangent sous cette catégorie; savoir: les Frères de la Miséricorde, les Sœurs de la Présentation de Marie, les Marianites, les Pères de Ste. Croix, les Filles de Ste. Anne, les Sœurs de Miséricorde, les Dames de Lorette, les Sœurs de Notre Dame de Ste. Croix, les Dames du Bon-Pasteur, les Sœurs des Saints-Noms de Jésus et de Marie, les Dames du Sacré-Cœur, les Frères des Ecoles Chrétiennes, et les Sœurs de la Providence de Montréal.

LVII. La deuxième division contient les ordres religieux, tant d'hommes que de femmes, fondés depuis la conquête. Les membres de ces ordres religieux font des vœux solennels et des vœux perpétuels; le gouvernement, depuis leur établissement, a pu les reconnaître et leur accorder les droits et les caractères de corporation; mais, comme ils n'existaient pas lors de la cession, ils n'ont pu obtenir à cette époque la reconnaissance que le Code exige comme une des conditions de la mort civile des personnes qui en forment partie. Il faut donc encore rejeter la quatrième catégorie, qui comprend les Pères Trappistes. Passons à la troisième division

LVIII. Elle contient les congrégations séculières établies avant la conquête. Il suffit de dire que ce ne sont pas des ordres religieux, qu'elles ne font ni vœux solennels, ni vœux perpétuels,